

II. EN MARCHÉ VERS DE MEILLEURS SALAIRES, UNE MEILLEURE SECURITE SOCIALE ET UNE FISCALITE JUSTE

Les entreprises engrangent de plantureux bénéfices. Les richesses provenant de notre travail profitent essentiellement aux multinationales et aux actionnaires. En plus, les entreprises bénéficient aussi d'un éventail d'avantages et de réductions. Il reste de moins en moins pour des salaires décents et une protection sociale efficace. On ne peut même plus négocier librement les augmentations salariales.

Cela ne peut plus durer. Nous avons à nouveau besoin de négociations salariales libres et d'une sécurité sociale forte. En outre, la fiscalité nécessite une réforme afin de garantir une redistribution plus équitable.

1. POUR DE MEILLEURS SALAIRES

Les salaires sont sous pression. Le gouvernement et la Commission européenne gardent une emprise ferme sur les salaires et nous empêchent de négocier librement des augmentations de salaire. Les employeurs saisissent l'opportunité pour rejeter toutes les revendications salariales. L'indexation automatique des salaires et des allocations est également dans la ligne de mire. Des interventions unilatérales de la part du gouvernement ont ralenti les hausses d'index.

L'indexation des salaires et des allocations sociales doit maintenir le pouvoir d'achat. On ne peut pas accepter que le système soit manipulé en raison de considérations politiques. De plus, un risque de déflation plane actuellement.

Les prix ne peuvent pas purement dépendre de la loi de l'offre et de la demande. Le gouvernement doit intervenir en cas de nécessité. Il doit garder le contrôle des prix des biens et services de première nécessité de sorte qu'ils restent accessibles à tous, actifs et non-actifs.

La norme salariale et les contrôles stricts des accords sociaux qui en découlent doivent disparaître afin de rétablir la liberté des négociations salariales. Il serait d'ailleurs inadmissible que la loi existante concernant la norme salariale soit revue, précisément pour entraver encore plus la liberté de négociation.

Il ne peut plus y avoir de travailleurs pauvres. Voilà pourquoi il est impératif d'augmenter les salaires bruts minimums.

Pour donner plus de force à nos revendications salariales, il est important qu'elles soient soutenues à plus large échelle. Nous avons besoin de revendications communes européennes. Les secteurs doivent eux aussi poser des revendications en commun. Nous devons poursuivre nos tentatives en la matière au départ des comités d'entreprise européens et des coordinations salariales sectorielles.



Nous ne sommes pas demandeurs d'avantages extralégaux exempts de cotisations sociales et d'impôts, car ils nuisent à la sécurité sociale et à toutes les dispositions sociales.

Nous sommes également particulièrement critiques vis-à-vis des systèmes de rémunération liés à la rentabilité ou à tout autre résultat de l'entreprise. La rémunération doit rester un paramètre fixe afin de garantir la stabilité des travailleurs. Ces rémunérations sont aléatoires, un jour oui, l'autre pas, et en plus, elles détournent l'attention d'autres aspects importants au travail.

2. POUR UNE MEILLEURE REDISTRIBUTION DES RICHESSES

Le travail ne protège plus contre la pauvreté. De son côté, notre sécurité sociale peine à jouer pleinement son rôle de protecteur. Le principal problème se situe dans la mauvaise répartition des richesses produites. Alors que ces dernières augmentent, la part en faveur des travailleurs diminue. Seuls les plus riches en profitent. Il est nécessaire d'inverser cette tendance et de mettre fin aux inégalités.

Pour y arriver, le maintien de l'index, la liberté de négocier des augmentations salariales, l'instauration d'un salaire minimum européen, le renforcement de notre sécurité sociale et une taxation juste de tous les revenus constituent les éléments essentiels nous permettant d'instaurer une meilleure redistribution des richesses.

3. POUR UNE SECURITE SOCIALE FORTE

Notre sécurité sociale doit constituer un rempart solide face à la pauvreté. Mais ce régime solidaire fait l'objet de nombreuses attaques. On le découpe en morceaux en régionalisant les allocations familiales, les soins de santé et, en partie, les politiques liées à l'emploi. Les moyens qui lui sont consacrés sont également réduits. Les employeurs doivent de moins en moins cotiser pour la sécurité sociale.

Nous optons clairement pour plus de sécurité sociale et non pas pour moins.

La sécurité sociale doit rester un système solidaire et fédéral. A ce propos, nous nous opposons à toutes les tentatives de régionalisation. De même, nous nous dressons contre toutes les idées reçues véhiculées par les séparatistes sur le comportement des travailleurs avec ou sans emploi du Nord, du Centre et du Sud du pays. La solidarité entre tous les travailleurs est fondamentale au bon fonctionnement et au renforcement de notre sécurité sociale.

Les revenus du capital doivent être mis à contribution pour son financement. Il est inacceptable que les employeurs cotisent moins à la sécurité sociale, à moins qu'ils ne créent de nouveaux emplois.



Une sécurité sociale forte doit tenir compte de tous les nouveaux besoins et des nécessités qui résultent de l'évolution démographique et du changement rapide de notre société.

Nous voulons également que la sécurité sociale soit individualisée et que les droits dérivés soient maintenus.

Les allocations sociales doivent être intégralement liées au bien-être. Des mesures de rattrapage s'imposent afin de se rapprocher du niveau de bien-être actuel.

Les pensions légales doivent être augmentées et restent notre priorité. A cet effet, un nouveau mode de calcul et une harmonisation des pensions à 75% sont nécessaires. Il faut également permettre le cumul de la pension et des indemnités d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

Il faut mettre un terme à la chasse aux demandeurs d'emploi. Au lieu de pénaliser les gens qui ne trouvent pas de travail, il faudrait sanctionner les employeurs qui ne créent plus d'emploi. Il faut aussi casser l'image du « chômeur profiteur » : le problème se situe dans la création et le maintien de l'emploi, et non pas dans la recherche d'un travail.

Les soins de santé doivent rester de qualité et être accessibles à tous, sur un pied d'égalité, peu importe où l'on habite ou le niveau des revenus. Nous nous opposons à la privatisation de l'assurance-maladie et à la part croissante des frais à charge du patient. Les honoraires demandés par les praticiens doivent aussi être plafonnés. Il est en tout cas inacceptable que les assureurs privés augmentent les primes des personnes en mauvaise santé, voire qu'ils les excluent carrément.

4. POUR UNE FISCALITE JUSTE

Une bonne fiscalité permet une répartition équitable des richesses. Nous sommes encore loin du compte. Tant que les grosses fortunes ne contribuent pas ou presque pas aux besoins de la société, ça n'ira pas. Pas du tout.

Nous défendons l'idée d'une globalisation des revenus et d'une imposition progressive sur ceux-ci. Les entreprises doivent contribuer plus, en fonction de leurs bénéfices. C'est une manière juste d'augmenter les moyens pour la sécurité sociale et pour les dispositifs collectifs.

Nous plaçons également pour l'instauration d'une politique fiscale harmonisée en Europe.

Nous nous opposons aux intérêts notionnels et aux autres avantages fiscaux et sociaux octroyés aux entreprises si ceux-ci ne sont pas assortis de contreparties en matière d'emploi et d'investissement.



Des subventions salariales dans le cadre du travail en équipes, de nuit et des heures supplémentaires, c'est le monde à l'envers. Des horaires de travail qui ne sont bons pour personne sont encouragés par les pouvoirs publics. A tel point que dans certains cas, ils sont moins cher que le travail de jour. C'est totalement condamnable.

Nous continuons également à nous opposer f aux impôts indirects, tels que la TVA. Tout le monde doit payer la même chose, alors que tout le monde ne gagne pas la même chose. A la place, nous mettons clairement en avant la globalisation des revenus et l'imposition progressive.

Enfin, il faut renforcer la lutte contre la fraude fiscale. Pour cela, il faut augmenter les moyens humains et matériels. De plus, il faut sévèrement punir les fraudeurs sans leur permettre de pouvoir acheter un règlement à l'amiable de leur faute.



TEXTE DE BASE – CHAPITRE 2 :
EN MARCHÉ VERS DE MEILLEURS SALAIRES, UNE MEILLEURE
SECURITE SOCIALE ET UNE FISCALITE JUSTE